



UNE AUTRE ANNÉE BIEN REMPLIE

Le 18 juin dernier s'est tenu l'assemblée générale annuelle du Comité logement Rive-Sud. Nous étions 53 au Manoir d'Youville sur l'île Saint-Bernard à Châteauguay pour l'occasion.

L'AGA du Comité logement fut l'occasion de faire le bilan et aussi un moment de travail pour les membres qui préparent déjà l'année qui vient. Ce fut une AGA bien chargée, dans un premier temps les membres ont pris connaissance du bilan d'activité et du Bilan financier 2013-2014. Ensuite les membres se sont réunis en ateliers pour discuter des propositions du plan d'action 2014-2015. Par la suite, nous nous sommes réunis en plénière pour voter sur les propositions et les amendements ajoutés lors des ateliers.

Des élections ont également été tenues lors de l'assemblée générale. Le conseil d'administration aura renouvelé les mandats de quelques administrateurs en plus de permettre l'intégration de nouvelles personnes. À cet effet, nous félicitons nos nouveaux administrateurs **Diane Bonin et Robert Christin. Ils rejoignent Fleurette Cardinal, Nancy Mikula, Angèle Fortin et Réal Brais** dont les mandats ont été renouvelés et **François Dumont, Michel Dumas et Violette Morin** qui sont en cours de mandat.



L'organisme a connu une très bonne année. C'est là le résultat d'une organisation démocratique, qui bénéficie de l'implication de ses membres, centrée sur les besoins des locataires et sur la qualité des services. Il ressort de notre bilan que nous travaillons sans relâche afin de proposer les solutions adéquates par le biais de nos revendications et d'offrir les services qui répondent aux attentes. Nous nous efforçons d'y parvenir grâce à l'appui des membres qui ne ménagent pas leurs efforts. Nous tenons également à remercier les administratrices sortantes Roxanne Bourgeois et Fanny Girard pour leur dévouement et implication.

Lors de cette assemblée nous avons souligné le trente-cinquième anniversaire du Comité logement Rive-Sud avec le dévoilement d'affiches commémoratives relatant notre histoire. Ainsi,

comme l'indique le bilan « Nous devons être fiers de nos réalisations, de nos gains, de nos campagnes, de l'implication toujours aussi grande de nos membres. Nous pouvons aussi être heureux de la place de plus en plus prépondérante du Comité logement Rive-Sud dans la communauté de notre grand territoire, de l'influence que nous avons auprès des municipalités et des organismes avec lesquels nous intervenons. Considérant que nous œuvrons dans un milieu et une époque politiquement, socialement et économiquement hostiles nous devons constater que nous tirons bien notre épingle du jeu ».

Nous remercions tous les membres du Comité Logement pour leur implication durant toute l'année.

SEMAINE D'ACTION POUR LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ITINÉRANCE

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) en collaboration avec le Réseau Solidarité Itinérance ont organisé une semaine d'actions entre le 12 et le 16 mai 2014.

Plusieurs groupes ont organisé des actions locales pour dire à leurs députés qu'il est de la plus haute importance



de prévoir suffisamment d'argent dans le prochain budget pour réaliser 50 000 logements sociaux en cinq ans et d'adopter un plan d'action en itinérance avec suffisamment de moyens pour s'attaquer à ce phénomène qui ne cesse de croître année après année.

Le 12 mai dernier des militants du Comité logement Rive-Sud, du Comité logement Beauharnois et du Réseau d'habitation chez soit se sont présentés devant les bureaux du nouveau ministre de la Santé et des services sociaux, le Dr Gaetan Barrette, à Brossard pour lui dire ce qu'est le « monde économique normal ». Nous nous rappelons que durant la campagne électorale provinciale le candidat Barrette avait justifié d'avoir reçu une généreuse prime de départ de 1,2 million de dollars en disant qu'il s'agissait de quelque chose de normal dans notre monde écono-

mique. Les membres du CLRS ont tenu à lui rappeler que la réalité est toute autre pour certaines personnes qui doivent constamment se priver de nourriture, de médicaments et d'autres biens essentiels pour pouvoir se loger. Nous voulions qu'il ait en tête ce qu'est le vrai monde économique normal quand viendrait le temps de déposer le premier budget de l'ère Couillard.

Malgré l'accueil glacial que nous ont réservé les gestionnaires de l'immeuble, les militants étaient gonflés à bloc et déterminés à se faire entendre. Les médias locaux ont fait un bon travail en couvrant l'évènement tout en rapportant le message que nous voulions faire entendre au nouveau gouvernement.



La semaine d'action culmina avec une grande manifestation dans les rues de Québec le 16 mai. Ce sont plus de 30 militants du CLRS qui se sont déplacés pour l'occasion. Au total, nous étions près de 600 militants, de tous les âges, provenant de toutes les régions du Québec à participer à la manifestation.

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT MAIS ENCORE L'AUSTÉRITÉ.

Le 7 avril dernier, les électeurs du Québec ont choisi le Parti libéral du Québec (PLQ) de Philippe Couillard pour former un gouvernement majoritaire.

N'oublions pas que 18 mois auparavant le PLQ, sous Jean Charest, avait perdu les élections en raison d'allégations de corruption qui sortaient de toute part et pour ses politiques néolibérales qui ont provoqué la colère des citoyens qui se sont exprimés en grand nombre lors des manifestations du Printemps érables.

Malheureusement, le PLQ ne s'est pas renouvelé et nous propose encore des politiques qui avantagent le milieu des affaires et les grandes entreprises et qui précarisent d'avantages les personnes les plus vulnérables de notre société. Il n'est donc pas étonnant de constater que le premier budget du nouveau ministre des Finances Carlos Leitao met la hache dans les services publics. Même si le gouvernement ne veut pas parler d'austérité, il n'hésite pas à l'appliquer.

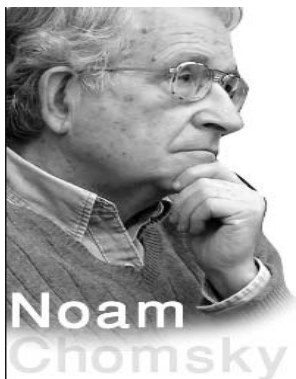
Selon le Front d'Action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) « le budget Leitao échoue lamentablement en matière de redistribution de la richesse ». Par exemple, le budget prévoit de l'Argent pour réaliser 3000 logements sociaux. Quand on compare ce chiffre avec les statistiques officielles de 2011 qui nous disent que ce sont 228 000 ménages locataires qui paient plus de 50% de leurs revenus pour se loger, on constate que le chiffre de 3000 est insuffisant.

Comme le dit François Saillant du FRAPRU « Ce n'est pas à coup de 3000 logements sociaux par année que nous allons lutter efficacement contre la pauvreté et l'itinérance ».

De plus, ces 3000 nouveaux logements sociaux dans le programme AccèsLogis sont inférieurs à ce que le nouveau Premier ministre Philippe Couillard nous avait promis lors de la dernière campagne électorale. Rappelons-nous que le 25 mars dernier à La Prairie il s'était engagé devant une trentaine de militants du Comité logement et les médias locaux à faire au minimum ce que le Parti Québécois s'était engagé à faire, c'est-à-dire de l'argent pour la réalisation de 3250 nouveaux logements sociaux. De ce nombre, 500 devaient être réservés à la lutte à l'itinérance.

En plus de revenir sur son engagement en matière de logement social, le budget ne fait aucune mention de la politique de lutte à l'itinérance et aucun argent neuf n'est injecté pour aider les personnes en situation d'itinérance. Le plus inquiétant est que la plupart des observateurs s'attendent à ce que le prochain budget fasse encore plus mal.

Le résultat des élections du 7 avril n'est pas seulement la réélection du parti libéral, mais aussi la triste constatation que la droite néolibérale forme le gouvernement et l'opposition. Pour Comité logement Rive-Sud, cela signifie que nous devons redoubler d'ardeur pour exiger du logement social, défendre le droit au logement, défendre les droits des locataires et pour lutter contre l'austérité.



« Une caractéristique des termes du discours politique, c'est qu'ils sont généralement à double sens. L'un est le sens que l'on trouve au dictionnaire, et l'autre est un sens dont la fonction est de servir le pouvoir. »

Noam Chomsky

DROITS DES LOCATAIRES

Dépôt de sécurité: Attention l'arnaque!

Vous est-il déjà arrivé qu'un propriétaire vous exige un dépôt de sécurité? Peut-être vous a-t-on déjà demandé l'équivalent d'un mois de loyer ou encore de l'argent pour les clés ou des électroménagers inclus dans le bail en vous disant qu'il vous sera remis à votre départ, à condition que vous ne causiez pas de dommages importants au logement? Attention, il est très probable qu'il s'agisse d'un dépôt de sécurité pour la location du logement.

Vous avez le droit de contester une telle demande car, selon la loi « Le propriétaire ne peut exiger des sommes additionnelles à titre de dépôt ou autre pour, disons, garan-

tir la remise des clés ». En cas de doute, dites-vous que « le propriétaire peut seulement exiger que vous déposiez le premier mois de loyer ». Si votre propriétaire va jusqu'à inscrire cette clause au bail, dites-vous qu'il s'agit d'une clause abusive et qu'elle est sans effet et vous n'êtes pas tenu de la respecter.

Dans le cas où vous auriez donné un dépôt de sécurité au propriétaire, vous pouvez vous adresser à la Régie du logement pour faire respecter vos droits. Vous pourrez exiger que le propriétaire vous remette l'argent du dépôt.

Depuis des années les propriétaires de logements locatifs réclament le droit d'exiger un dépôt de sécurité aux locataires. C'est à nous de nous y opposer!

DÉVELOPPEMENT

L'été au développement.

On dit que l'été est un moment pour relaxer et recharger ses batteries. Ce sera le cas pour nous, mais, pour ceux qui tiendront le fort du côté du développement pendant que les autres collègues seront en vacances, il n'y aura pas de répit. Nous avons un chantier en cours à La Prairie et des plans sur le point d'être complétés à Saint-Constant.

Les Habitations La Petite Prairie sont dans une période d'entrevues pour choisir leurs nouveaux locataires qui emménageront en octobre. Nous faisons aussi le suivi du chantier et allons superviser le déménagement des locataires en place quand les huit logements libres auront été rénovés vers la fin juillet.

Les Habitations Trilogis travaillent avec nous et l'architecte pour finir les plans de ce projet de 44 logements. Une fois fait, nous pourrons préparer un appel d'offres pour avoir un chantier avant l'hiver. Nous sommes ner-

veux de voir la fin cette étape de préparation du projet et enfin superviser un chantier avec des «pépines» et des ouvriers.

Nous avons également deux projets en élaboration à Longueuil pour lesquels une rencontre importante avec le comité d'approbation du logement social est prévue en juillet. Quand le comité aura approuvé les projets de l'Envol et de H.W. Clark, ils iront se mettre en file pour obtenir des budgets dans le programme AccèsLogis.

Tous ça mis ensemble nous fait dire que le retour de vacances sera très occupé. Raison de plus de recharger nos batteries.

Bon été de Carol-Ann, Mathieu et Alain